

Les dernières métamorphoses de la question sociale

Libres propos avec Robert Castel et Gérard Mauger

Gérard Mauger : Faute de pouvoir t'inviter dans ce cadre à un exercice d'auto-socio-analyse, je voudrais d'abord te poser trois questions sur une triple inflexion de ta trajectoire intellectuelle : changement de disciplines, changement d'objets de recherche et changement d'éditeurs. Je commence donc par la première : peux-tu expliquer comment tu es passé – comme beaucoup d'autres figures majeures des sciences sociales en France – de la philosophie, sinon à la sociologie, du moins à « l'histoire sociale » ou à « la socio-histoire » comme dit Gérard Noiriel ?

Robert Castel : Je n'ai effectivement pas une formation académique en sociologie, ne serait-ce que parce qu'elle n'existait pas à l'époque ! J'ai passé l'agrégation de philosophie à Lille. Éric Weil¹, qui m'a beaucoup apporté, m'a proposé d'être assistant de philosophie à l'université. C'était au milieu des années 1960. J'aimais la philosophie et je continue d'ailleurs à l'aimer. Mais, dans le contexte de l'époque, elle pensait les choses à un niveau d'abstraction assez marqué. Par ailleurs, on pouvait penser, non pas qu'elle était faite, mais qu'elle glissait vers l'histoire de la philosophie. Il semblait en effet difficile de découvrir des choses après Kant ou Hegel. D'où l'idée que la recherche du sens en philosophie pouvait céder le pas à l'idée de poursuivre cette démarche à partir d'objets plus concrets.

¹ Éric Weil (1904-1977) est un philosophe dont l'enseignement à Lille de 1955 à 1968 eut un grand rayonnement. Son nom a été donné au centre créé en 1981 pour officialiser et organiser une recherche collective déjà commencée du vivant du philosophe : étude et commentaire de l'œuvre, traduction et publication de ses écrits rédigés en allemand et en anglais, édition de manuscrits inédits, recueil d'articles dispersés, organisation et participation à des journées d'étude et à des colloques consacrés à sa pensée, etc.

Le hasard a fait que j'enseignais à Lille les mardis et mercredis, comme Pierre Bourdieu. Pendant un an, nous avons donc dîné ensemble presque tous les mardis soir. Nous avons ainsi eu l'occasion de beaucoup parler ensemble : surtout Bourdieu d'ailleurs... Quand j'ai manifesté mon intérêt pour la sociologie, il m'a proposé de participer aux activités du Centre de Sociologie Européenne dont il venait de prendre la direction à Paris. J'y suis allé pendant trois ans, à titre bénévole en quelque sorte. J'ai pu m'y initier à la sociologie. J'ai commencé à travailler sur la sociologie de l'éducation, c'était surtout cela qui se faisait au Centre. Au bout d'un certain temps, j'ai dit à Bourdieu que ce qu'il faisait m'intéressait beaucoup, mais que j'avais envie de défricher d'autres domaines. Je pensais plus précisément à la psychiatrie, domaine qui n'était guère balisé encore en France à cette époque. Il ne s'agissait évidemment pas d'une rupture avec Bourdieu, avec qui j'ai gardé des relations très amicales. Je ne dirais donc pas non plus que je suis passé par une rupture avec la philosophie. Il s'agit plutôt d'un déplacement, qu'il faut resituer dans le contexte de l'époque, et que d'autres ont fait aussi. Dix ans plus tard, lorsque Deleuze ou Foucault eurent développé une conception plus actualisée de la philosophie, je serais peut-être resté philosophe...

Gérard Mauger : J'en viens au changement d'objet. Tu es passé ensuite de la psychiatrie et de la psychanalyse à la question sociale. Pourquoi et comment change-t-on ainsi d'objet de recherche ?

Robert Castel : Je me suis, en effet, consacré pendant assez longtemps – une douzaine d'années – à la médecine mentale, la psychanalyse, la culture psychologique... Mais, il faut bien voir que je n'étais pas un praticien de ces questions. Je portais donc un regard distancié sur elles, un peu ethnologique. À partir de ce type de posture, on voit certes des choses que les praticiens ne voient pas. Mais ceux-ci, en retour, voient des choses que vous ne voyez pas. Au

bout d'un certain temps, l'impression prédomine qu'on a fait le tour de cette approche de l'objet. On a alors la possibilité d'être consacré comme spécialiste de la question, d'être invité à l'Organisation mondiale de la santé, etc., ce qui m'est arrivé deux ou trois fois. Cela ne m'enchantait pas vraiment. Être le spécialiste de la médecine mentale et y consacrer toute ma vie ne me semblait pas un projet bien excitant. Il me semblait à l'époque que le social était resté un objet un peu flou. D'où l'idée de réfléchir à la question : qu'est-ce que le social, cet objet polymorphe ? C'était au début des années 1980. Je suis assez rapidement arrivé à la conviction que la réflexion sur le social conduisait inmanquablement au travail. En somme, les personnes qui ont des difficultés avec le social ont souvent un rapport incertain, problématique, au travail. Il m'a semblé que le travail était le cœur de la question sociale. Pas le travail sous l'angle de la sociologie du travail, de l'analyse empirique, mais sous celui de la place qu'il occupe dans la vie des individus comme support principal de leur intégration dans la société ou au contraire de leurs difficultés à s'y inscrire. C'est pour cela que j'ai entamé ce nouveau déplacement, avec une difficulté supplémentaire tenant au fait qu'il s'agissait d'une question très vaste, pour laquelle je n'avais à peu près aucune compétence ni connaissance particulière. Je me suis donc mis à lire beaucoup sur le travail. Comme j'ai toujours eu un penchant pour l'approche historique, j'ai replacé mes recherches dans la trajectoire des transformations du travail sur la longue durée.

Gérard Mauger : Cet intérêt pour l'histoire est effectivement un trait caractéristique de tous tes travaux...

Robert Castel : Sans exprimer les choses de façon trop pédante, je dirais que c'est, pour moi, une sorte de posture épistémologique et méthodologique de base. Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il me paraît nécessaire de reconstruire ce qui a conduit à la situation

actuelle. C'est ce que j'avais fait aussi pour la médecine mentale. Pour déboucher sur le présent, quel que soit l'objet, je privilégie cette méthode. Il y a, bien sûr, d'autres approches possibles. Mais mes goûts et ma curiosité me portent vers l'histoire, sans que je prétende pour autant être historien. Je n'en ai pas la professionnalité et ne travaille d'ailleurs pas sur les archives. Mais j'ai une fascination pour l'histoire. Cette approche me semblait aller de soi pour mieux appréhender les métamorphoses du travail, du salariat, pour comprendre ce qu'il est devenu aujourd'hui.

Gérard Mauger : La troisième question – sur le changement d'éditeur – est liée à la difficulté – pour moi en tout cas – de te situer dans l'espace théorique mais aussi dans l'espace politique de la discipline. J'ai donc cherché des indicateurs. Sans y avoir méthodiquement réfléchi, j'en vois plusieurs. Les éditeurs d'abord : tu passes de la Librairie François Maspero aux Éditions de Minuit, où tu publies tes travaux sur la psychiatrie dans la collection « Le sens commun » que dirige Pierre Bourdieu, puis chez Fayard pour les *Métamorphoses de la question sociale* et enfin aux Éditions du Seuil, dans la collection « La République des idées » que dirige Pierre Rosanvallon. Le rattachement institutionnel ensuite : tu es passé de la Sorbonne à Vincennes, ce qui, en son temps, était évidemment très significatif, puis à Paris VIII et enfin à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. La position relative dans le champ des sciences sociales, enfin, et plus précisément la distance/proximité par rapport à des auteurs comme Bourdieu, Foucault ou Rosanvallon. À travers ces indicateurs, il s'agit évidemment d'essayer d'objectiver les éventuelles inflexions intellectuelles et politiques d'une trajectoire de chercheur engagé.

Robert Castel : Je ne conteste évidemment pas le fait qu'il ait pu y avoir des inflexions. En revanche, je ne suis pas persuadé que les indicateurs proposés sont les plus pertinents... Par

exemple, s'agissant des éditeurs, je n'ai absolument pas de stratégie. Ce à quoi je tiens, c'est de pouvoir exprimer ce que je pense. Je n'admets donc aucune forme de censure, ni même de contrôle idéologique ou politique. Bien sûr, je n'irais pas chez un éditeur dépendant du Front national, même si ces conditions étaient réunies. Mais, pour le reste, le choix de mes éditeurs successifs n'a pas, je pense, de signification particulière. J'avais un ami chez Maspero, qui m'a mis en relation avec lui pour mon livre sur la psychanalyse. Il a d'ailleurs eu un certain succès, mais Maspero ne l'a pas réédité pour autant². Peut-être n'étais-je pas assez trotskiste pour cela. Ce livre est donc passé dans la collection 10-18, puis chez Flammarion poche. J'étais évidemment proche des éditions de Minuit du fait de mes relations avec Bourdieu. C'est là que j'ai publié ce que j'ai écrit sur la psychiatrie³. Pierre Bourdieu m'a aussi demandé d'être le responsable de la publication de *Raison et Révolution* de Marcuse⁴ et des *Asiles* de Goffman⁵.

Il y a ensuite de longues années au cours desquelles je n'ai pas beaucoup publié. Je travaillais sur les *Métamorphoses de la question sociale* et n'avais plus de relations avec les éditeurs. Je connaissais en revanche Pierre Birnbaum, qui dirigeait une collection chez Fayard. Il aurait voulu discuter du livre avec moi au préalable. Mais je lui ai dit que je préférais écrire le manuscrit d'abord et le lui envoyer ensuite. Il a été immédiatement accepté⁶, comme pour le petit livre écrit avec Claudine Haroche⁷. Les derniers livres, publiés par l'intermédiaire de Rosanvallon, m'ont valu des critiques de certains « bourdieusiens ». En réalité, c'est

² Robert Castel, *Le Psychanalysme*, Paris, Librairie François Maspero, Collection « Textes à l'appui », 1973.

³ Robert Castel, *L'Ordre Psychiatrique. L'Âge d'or de l'aliénisme*, Paris, Les Éditions de Minuit, Collection « Le sens commun », 1976 et *La Gestion des risques. De l'Anti-psychiatrie à l'Après-psychanalyse*, Paris, Les Éditions de Minuit, Collection « Le sens commun », 1981 (voir aussi Robert Castel, Françoise Castel et Anne Lovell, *La Société psychiatrique avancée : le modèle américain*, Paris, Éditions Grasset, 1979).

⁴ Herbert Marcuse, *Raison et révolution. Hegel et la naissance de la théorie sociale*, Présentation de Robert Castel, Paris, Les Éditions de Minuit, Collection « Le sens commun », 1968.

⁵ Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Présentation de Robert Castel, Paris, Les Éditions de Minuit, Collection « Le sens commun », 1968.

⁶ Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une Chronique du salariat*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1995.

⁷ Robert Castel, Claudine Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2001.

Rosanvallon qui m'a proposé d'écrire sur l'insécurité sociale⁸. Je n'avais pas de raison particulière de refuser. Je ne conteste pas en effet la position de Pierre Rosanvallon dans le champ intellectuel. Pour moi, c'est un homme de gauche, même s'il s'agit d'une gauche modérée. C'est lui encore qui m'a proposé d'écrire *La discrimination négative*. Il n'a, bien entendu, jamais exercé de pressions d'aucune sorte. Je ne pense pas que le fait d'être publié dans la République des idées puisse être interprété comme une trahison de Bourdieu. De mon point de vue, qu'on pourra éventuellement qualifier de naïf, il y a surtout du fortuit dans ces changements, qui n'impliquent donc en eux-mêmes aucune inflexion particulière dans l'orientation de mes travaux.

Sur la trajectoire institutionnelle, il faut dire que j'étais à la Sorbonne au moment de la création de Vincennes, c'est-à-dire dans « le Saint des Saints ». Il n'y a pas eu beaucoup de collègues à faire le même parcours ! J'y suis allé par choix politico-idéologique, pour une université plus ouverte, plus populaire. J'ai donc fait dix ans à Vincennes avant de partir à Paris VIII, pour une durée semblable. Deux amis, pas spécialement réactionnaires, Jean-Claude Passeron et Emmanuel Terray, qui avaient d'ailleurs été à Vincennes, m'ont suggéré de concourir pour l'EHESS. « Tu aurais tes chances », me dirent-ils. Comme j'avais tout de même un peu ramé, aussi bien à Vincennes qu'à Saint-Denis, et pour avoir un peu plus de temps et de tranquillité, je l'avoue volontiers, j'ai donc fait acte de candidature mais sans avoir pour autant l'impression de faire des choix de plus en plus conformistes. Si j'avais eu cette stratégie, je serais resté à la Sorbonne dès le départ !

S'agissant des rapports avec mes contemporains, j'en vois trois ou quatre pour qui j'ai eu la plus grande admiration. Le premier, Éric Weil, est peu connu. C'était un grand philosophe, juif allemand, que l'Université française a très peu reconnu. J'avais commencé avec lui une thèse sur Spinoza, sans cependant me considérer comme un de ses disciples. J'ai beaucoup

⁸ Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Éditions du Seuil et La République des Idées, 2003.

fréquenté Pierre Bourdieu sans pour autant me sentir orthodoxement bourdieusien. J'ai toujours reconnu ma dette envers lui. Il y a eu aussi Foucault et le groupe des foucaultiens que j'ai fréquenté à partir de Vincennes. J'ai également bien connu Deleuze. Mais je dois dire que, par tempérament, et certainement pas par hostilité, j'ai du respect mais aussi une tendance à me méfier un peu des « grands hommes ». J'avais en particulier beaucoup d'admiration pour Bourdieu ou pour Foucault. Mais je n'ai jamais accepté d'entrer dans ce que l'on appelle une école. Et je n'ai jamais envisagé non plus de former des « castéliens ». Il existe donc des proximités, des dettes et des influences mais, personnellement, je préfère « bricoler » dans mon coin. C'est une posture qui se discute mais qui n'est pas proprement révélatrice d'une option politique. En réalité, politiquement parlant, la véritable question est sans doute de savoir pourquoi je suis devenu réformiste.

Gérard Mauger : S'il faut à tout prix t'affilier à un courant, n'es-tu pas, en fait, durkheimien ?

Robert Castel : Oui, mais on peut dire la même chose de Bourdieu, si je peux me permettre... Et je suis plus sensible que Durkheim à la conflictualité sociale. Un peu de Marx avec Durkheim...

Gérard Mauger : Alors, es-tu devenu réformiste ?

Robert Castel : Sans doute, mais selon moi il y a des réformistes de gauche et des réformistes de droite, ce qui n'est pas du tout la même chose. Je n'aurais certainement pas dit cela il y a trente ans. J'étais plus radical, sans jamais avoir été ni maoïste, ni trotskyste, ni communiste du PC, pour de bonnes ou de mauvaises raisons. Mais c'est surtout la société qui a changé depuis trente ans. J'ai gardé les mêmes convictions mais il est plus facile de porter des

critiques radicales lorsque que l'on pense qu'une alternative globale crédible est possible. Aujourd'hui, je pense que la révolution n'est pas pour demain, ni même pour un avenir prévisible. Il faut donc chercher ce que l'on peut faire de mieux à un moment où le marché est là et pour longtemps, ne pas s'incliner, essayer de le domestiquer pour reprendre ce que dit Polanyi. Cela comporte des exigences précises pour moi. Je peux faire une critique radicale du RMI ou aujourd'hui du « revenu de solidarité active » de Martin Hirsch, c'est assez facile. En même temps, on ne peut ignorer que des personnes croupissent avec le RMI depuis cinq ans ou davantage. Il n'y aura pas le vrai plein emploi pour tout le monde dans un avenir prévisible. Dans cette situation, il faut, je crois, travailler pour un état de choses qui soit moins dégradé. Quelqu'un qui est au RMI doit par exemple pouvoir retrouver une activité, éventuellement avec l'aide d'intervenants sociaux, en espérant — ce qui malheureusement n'est pas le plus souvent le cas — que cela débouche sur un véritable emploi. En somme, on contient la radicalité de la critique pour aller le plus loin possible en tenant compte d'une sorte de principe socio-politique de réalité. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de personnes qui pensent qu'une révolution au sens d'une transformation radicale des rapports de production aura lieu. On est dès lors conduit à devoir faire avec l'existence du marché, tout en essayant de lui apporter le maximum de corrections possible, pour qu'il ne soit pas hégémonique. Ce que je dis me paraît être de l'ordre du constat, que je fais évidemment sans plaisir !

Gérard Mauger : J'en viens aux formes contemporaines de la question sociale : en gros depuis la parution des *Métamorphoses* jusqu'à maintenant. Je voudrais te demander comment tu te situes par rapport aux représentations sociologiques et politiques de la question sociale depuis une trentaine d'années et par rapport aux controverses auxquelles elles ont donné lieu. Je pense d'abord à la vision individualiste, celle du Medef, qui oppose « risquophobes » et « risquophiles » et qui invite chacun à « se responsabiliser », à se faire « entrepreneur de soi-

même » et qui – à mon sens – conduit à « blâmer les victimes ». Vision individualiste plus ou moins psychologisante qui se nourrit d'une « humeur anti-institutionnelle » et anti-étatique post-soixante-huitarde, qui me semble objectivement accordée à l'anti-étatisme néo-libéral...

Robert Castel : Je pense à peu près la même chose. L'apologie individualiste naïve part du constat juste que nous sommes de plus en plus dans une société d'individus, pour reprendre ce que dit Norbert Elias. Cette évolution est indiscutable. Mais certains donnent une version dithyrambique de ce constat. Tu disais tout à l'heure que j'étais durkheimien. Cela s'applique pleinement ici : pour moi, il y a individu et individu, et pas seulement au sens psychologique du mot. Il est, en effet, bien plus facile d'être un individu lorsque l'on dispose de tous les capitaux, comme aurait dit Bourdieu, et que l'on peut les mobiliser pour s'épanouir comme individu. Mais il existe aussi ce que j'appelle des individus « par défaut », qui manquent des socles de base pour pouvoir être pleinement des individus. Cela comprend les ressources matérielles – c'est sûrement difficile pour qui est au RMI –, mais aussi les droits, ce que j'ai appelé « la propriété sociale ». Il faut donc faire une critique de cet individualisme forcené et généralisé. Être un individu est évidemment plus facile lorsqu'on est propriétaire que lorsqu'on est sans abri. On peut développer un grand nombre d'arguments de ce type. Ce qui me conduit à critiquer fortement cette position patronale, mais que l'on retrouve aussi en sociologie, où on est parfois complice de cette vision apologétique en oubliant qu'elle comporte un non-dit : « Quelles sont les conditions objectives de possibilité pour être vraiment un individu à part entière ? »

Gérard Mauger : Je pense également à une autre représentation de la question sociale : celle qui a été développée par Alain Touraine en opposant « *in* » et « *out* », « inclus » et « exclus ». Comment tu te situes par rapport à cette vision ?

Robert Castel : J'ai déjà évoqué le fait que j'avais un principe méthodologique qui revenait à dire qu'on ne pouvait pas comprendre le présent sans faire son histoire. J'en ai un deuxième : « On ne comprend pas une situation si on l'isole comme un faisceau d'interactions ». Faire de la sociologie, c'est essayer de penser des processus transversaux, ceux qui traversent une société et qui affectent à peu près tous les membres de cette société. Si l'on adopte cette posture, on ne fait pas de différence absolue entre les *in* et les *out*. Certaines personnes sont parfaitement intégrées, du moins dans l'instant, d'autres sont davantage sur les bords. On ne peut pas les appeler « exclus », ils ne sont pas complètement *out*, personne n'est hors du social. Il y a plutôt un dégradé de positions, les individus pouvant d'ailleurs passer de l'une à l'autre, en principe dans les deux sens. Mais aujourd'hui on va plutôt vers le bas ! C'est la raison pour laquelle j'ai proposé la notion de désaffiliation, un peu contre celle d'exclusion. Ces processus font qu'il faut plutôt faire des analyses transversales que des coupures dichotomiques au sein des populations, notamment celles qui sont en difficulté au regard de la question sociale.

Gérard Mauger : La troisième vision de la question sociale consiste à la « spatialiser ». C'est celle qui sous-tend la politique de la ville sous ses diverses formes. Dans son principe, elle conduit à opposer les « ouvriers pavillonnaires » aux « ouvriers de cités » ou, pour reprendre le langage d'Elias et Scotson⁹, les « *established* » aux « *outsiders* ».

Robert Castel : Par rapport à cette question, il y a entre les chercheurs des divergences plutôt que des oppositions. Je pense par exemple à Jacques Donzelot qui estime que la question sociale est devenue la question urbaine. Pour moi, la question sociale demeure centrale et fondamentale mais elle se concrétise plus spécifiquement dans certains lieux, dans certains

⁹ Norbert Elias, John L. Scotson, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1997 (1965).

espaces. Par exemple, la question des banlieues a une dimension spatiale forte, c'est évident. Mais la banlieue est aussi le réceptacle de populations qui sont les plus défavorisées, les plus dissociées, les plus vulnérables... Cela renvoie aux problèmes de la désindustrialisation, du chômage de masse, de la montée de la précarité... Je ne crois pas qu'il faille penser cela comme une opposition, mais il est vrai qu'il peut y avoir une différence dans l'accent que l'on met sur les phénomènes. Personnellement, je continue à penser que l'épicentre de la question sociale se situe du côté du travail. Ce qui donne une importance centrale à la précarisation et à la dégradation de celui-ci. C'est à partir de cet épicentre que les secousses se répercutent et se concrétisent spatialement. Cela ne conduit pas à négliger l'une ou l'autre de ces dimensions. Il s'agit plutôt d'un déplacement que d'un changement total. Il me semble donc que l'on ne devrait pas opposer la question sociale et la question urbaine.

Gérard Mauger : La dernière version est celle que tu abordes dans ton dernier livre¹⁰. Il s'agit de l'ethnicisation de la question sociale.

Robert Castel : Je suis arrivé à traiter de cette question, qui me vaut bien des critiques, à partir de l'observation que la question ethnique, la question raciale, s'imposait avec de plus en plus d'insistance à partir de la fin des années 1990 et qu'il fallait par conséquent la prendre sérieusement en compte. Cela pose des questions graves par rapport à la citoyenneté, ce que j'ai appelé la discrimination négative. J'ai été amené, plutôt tardivement sans que cela soit un choix personnel, à penser qu'il était important de souligner cet aspect. Mais comme pour la question urbaine, il ne s'agit pas d'un remplacement de la question sociale par une question raciale ou ethnique. Mais il se trouve que les populations ethniquement marquées cumulent les handicaps. Elles sont les principales victimes de la dégradation du travail. S'y ajoute,

¹⁰ Robert Castel, *La Discrimination négative. Citoyens ou indigènes ?*, Paris, Éditions du Seuil et La République des Idées, 2007.

d'une manière grave pour eux, une connotation raciale et souvent raciste. Pour prendre un exemple, si on est chômeur, c'est toujours un malheur. Cela arrive souvent aussi aux représentants des classes populaires qui sont « Français de souche ». Mais si, en plus, on a un nom à consonance arabe et qu'on habite dans un quartier « sensible », on a cinq fois moins de chances d'être invité à un entretien d'embauche. Au malheur d'être chômeur qui touche beaucoup de monde, surtout dans les classes populaires, s'ajoute le fait d'être discriminé négativement pour son appartenance ethnique. Il y a en quelque sorte dramatisation de la question sociale par ce facteur supplémentaire, que l'on a eu tendance à trop euphémiser. Il me paraît nécessaire d'en parler, de le mettre sur le devant de la scène, d'en faire un objet de débat. Mais certainement pas pour occulter le reste. Cela fonctionne tout à fait ensemble.

Gérard Mauger : Quelle place accordes-tu à ce propos à l'histoire coloniale et, en particulier, aux « indigènes de la République » ?

Robert Castel : Une des raisons principales pour laquelle les jeunes de banlieue sont ethniquement marqués et parfois stigmatisés est qu'ils portent en eux un héritage de la situation coloniale. Il est toujours difficile d'être immigré, mais pour certains cela passe finalement dans le « creuset français », pour reprendre ce que dit Gérard Noiriel¹¹. Je crois qu'on n'a jamais reproché à Yves Montand d'être un immigré italien de la deuxième ou de la troisième génération. Mais on le reproche à un jeune d'origine maghrébine. Comme si le fait qu'il a appartenu à une culture indigène, comme la définissait le Code de l'indigénat, restait attaché à son état actuel. Il n'y plus de colonies mais cela continue à peser dans le terme « immigré de deuxième ou de troisième génération ». Étienne Balibar le relève aussi : tout se passe comme si l'immigration était héréditaire, ce qui est évidemment absurde. Il n'en reste

¹¹ Gérard Noiriel, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 1988.

pas moins que l'on reproduit une marque qui renvoie à une culture étrangère, une culture inférieure, une culture indigène, qui était la culture des pays que la France a colonisés.

Gérard Mauger : Mes questions sur les différentes versions de la question sociale induisent une question subsidiaire. Toutes ces versions - quelle qu'en soit la forme - contribuent, au moins symboliquement (dans l'univers des représentations), à diviser, à atomiser, à sérialiser les classes populaires. Renoncer à la vision sociologique d'un monde social divisé en classes, n'est-ce pas contribuer à « dé-faire » (à l'inverse de *The Making of the English Working Class* analysé par E. P. Thompson¹²) des classes populaires qui restent la seule force sociale opposable (bien que leur combativité ait été très affectée par trente ans de chômage de masse, de précarisation, d'insécurité sociale) à une classe dominante, une bourgeoisie qui a, quant à elle, toutes les apparences d'une classe « en soi » et « pour soi » ?

Robert Castel : C'est une question préoccupante et difficile. Il est incontestable qu'il y a des effets politiques négatifs à ces clivages des classes populaires. Mais il me semble néanmoins qu'il faut partir du constat : il n'y a pas homogénéité. Les sociologues en discutent partout. « Y a-t-il un nouveau prolétariat ou un sous-prolétariat ? » est une question très débattue en ce moment en Allemagne, par exemple. Il me semble que la réponse est plutôt non que oui. En termes de diagnostic et d'observation sociale, il faut bien constater qu'entre les populations d'origine immigrée et les « Français de souche », il y a plutôt antagonisme qu'alliance et homogénéité. Il existe un racisme populaire qui repose là-dessus. Ce qui a des effets politiquement dangereux qu'il faut évidemment combattre. Mais en termes d'analyse sociologique, en dépit de conditions objectives très proches entre des gens qui en « bavent » à peu près autant, il y a en, France en particulier, le réflexe du « petit Blanc ». Il tombe sur le

¹² Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Hautes Etudes/Gallimard, Le Seuil, 1988 (1963).

Maghrébin ou sur le Noir qui sont aussi exploités que lui, et probablement un peu plus, et joue sa différence là-dessus. Les analyses que font par exemple Michel Pialoux et Stéphane Beaud confirment plutôt ce constat. On est bien obligé de partir de cette observation et de ne pas penser la situation sociale des catégories les plus défavorisées comme on pouvait penser celle du prolétariat du dix-neuvième siècle, au temps de Marx. Celui-ci mettait l'accent sur l'homogénéité des conditions objectives. Aujourd'hui, cette homogénéité cohabite avec des clivages qui font partie de la réalité sociale, malheureusement.

Gérard Mauger : Dans ton dernier livre, il me semble que le chapitre 3, intitulé « La gestion différentielle des minorités ethniques » (p. 41-58), occupe une place centrale dans ton argumentation. L'ordre d'exposition est le suivant : tu abordes successivement la discrimination judiciaire et policière, la discrimination dans l'accès à l'emploi, « le blocage scolaire » et enfin la stigmatisation de l'appartenance religieuse. Or, il me semble que cet ordre est exactement inverse de l'ordre « socio-logique ». Schématiquement, l'héritage culturel des « jeunes des cités » est un handicap dans l'univers scolaire, d'où un échec scolaire de masse (plus fréquent chez les garçons que chez les filles), d'où le chômage et la précarité de ces « jeunes sans qualification », d'où leur impécuniosité endémique confrontée à la nécessité intériorisée d'acquérir les « attributs » indispensables au sein de l'univers juvénile, d'où le « *deal* » et le « *business* », la délinquance endémique, qui expliquent, en définitive, l'extension du contrôle policier et judiciaire.

Cette inversion de l'ordre d'exposition ne me semble pas dénuée d'effets sur les conclusions. L'ordre « socio-logique » que je suggère ramène le cas des enfants d'immigrés au lot commun des enfants de classes populaires. L'ordre que tu adoptes, en insistant sur les discriminations (que je ne nie évidemment pas, mais dont il faudrait prendre la mesure toutes choses égales

par ailleurs) conduit à faire de « la race » la cause centrale de l'échec. En fait, ma question porte sur la place à accorder à « la variable ethnique ».

Robert Castel : Je ne pense pas qu'il y ait en fait de désaccord fondamental à cet égard. L'ordre que tu proposes est certainement plus cohérent et plus pertinent pour une analyse sociologique du phénomène. Mais mon objectif en écrivant ce livre n'était pas celui-là. Il était de mettre en relief la discrimination négative, qui me semblait avoir été occultée. Alors qu'il me semblait important, dans la situation française, de la mettre sous le projecteur. Je n'ai pas la prétention de proposer une théorie sociologique générale de la position de ces personnes. Mettre l'accent sur la dimension ethnique me semblait presque nécessairement déterminer l'ordre d'exposition. Ce qui paraît le plus visible en effet, c'est le « délit de faciès », la discrimination à l'embauche, etc. Il s'agissait pour moi de dresser en quelque sorte différents tableaux montrant que cette discrimination fonctionnait assez fort dans la société française. Je voulais la mettre en valeur pour montrer qu'elle posait vraiment un problème par rapport à notre conception de la citoyenneté. Mais cela n'implique pas que la variable ethnique soit complètement déterminante.

Mon propos se veut aussi une réflexion qui touche la sociologie politique, c'est-à-dire la conception de notre modèle républicain, de l'égalité des droits. Par rapport à cela, la discrimination négative qui touche ces jeunes est spécialement grave et scandaleuse. Ce qui m'a incité à braquer le regard là-dessus.

J'ai d'ailleurs indiqué dans le livre que ce qui fait la spécificité de la question ethnique, c'est la réunion, la coagulation assez explosive entre les phénomènes de dissociation sociale et culturelle d'un côté et les discriminations de l'autre. La dimension ethnique est la pointe avancée des processus de dissociation et de stigmatisation sociales, ce qui ne veut pas dire qu'elle en est le centre.

Gérard Mauger : Au nombre des quatre scénarios décrits à la fin des *Métamorphoses*, tu envisageais l'hypothèse d'une « contre-révolution culturelle ». Comment interprètes-tu les réformes en cours du droit du travail ? Faut-il y voir la poursuite d'un travail de démantèlement du droit du travail et du droit à la protection sociale ou une adaptation de ce que tu décris parfois comme « les contraintes de l'économie » ?

Robert Castel : Il me semble que le processus d'effritement dont je parlais dans mon livre est en train de s'aggraver. Depuis dix ans, il y a survalorisation du travail par la droite. Je défends la centralité du travail et pense que c'est une valeur fondamentale dans la pensée de gauche et pas seulement dans celle de Marx. L'apologie de droite du travail, qui prend par exemple la forme d'un dénigrement hystérique des trente-cinq heures, est en revanche un phénomène nouveau. Il faudrait travailler à n'importe quelle condition, être éventuellement un travailleur pauvre, plutôt qu'un assisté. Les discours sur la fin du travail ont disparu, ce qui n'est pas un mal, mais aussi les réflexions sérieuses sur la réduction du temps de travail. Cette survalorisation du travail débouche sur une dérégulation du travail. C'est cela qui est derrière les politiques actuelles : une société de pleine activité, où tout le monde travaillerait à n'importe quelle condition, mais qui ne serait pas une société de plein emploi au sens où le travail serait régulé par le droit du travail, la protection sociale, etc.

Par rapport à cela, il faut évidemment veiller à ne pas être confondu, avec cette apologie de l'inconditionnalité du travail pour le travail. Il faut donc rappeler que le travail continue d'être fondamental, mais à condition qu'il soit assorti d'un certain nombre de protections et de garanties pour les travailleurs. Ce qui aboutit à proposer des choses qui seraient de l'ordre « de la flexisécurité », mais sans être la flexisécurité de Sarkozy.

Il s'est en effet produit de l'irréversibilité au cours de ces trente dernières années, notamment en termes de mise en mobilité du monde du travail. On a changé de régime du capitalisme, nous ne sommes plus sous le capitalisme industriel et ses formes de compromis. Le capitalisme est devenu plus agressif en se mondialisant et, en un sens, il y a de l'irréversible dans ces transformations, accentuées par les mutations technologiques. Nous ne reviendrons pas aux formes d'organisation collective du capitalisme industriel. Nous ne pourrons plus accrocher à l'emploi stable toutes les sécurités et toutes les garanties du travail. Il sera sans doute de plus en plus vrai que l'exigence de changer d'emploi, de se recycler, s'imposera, ce qui éloigne de la stabilité de l'emploi qui était celle de la société salariale. Il faut, je crois, prendre en compte cette mobilité, mais en y associant des droits forts. La sécurisation des trajectoires professionnelles comme ont pu la définir des juristes comme Alain Supiot, ou la sécurité sociale professionnelle de la CGT, ne se confondent pas avec la flexisécurité libérale, même si elles ne proposent pas des solutions miracles.

Le défi actuel est donc de trouver un nouveau compromis social pour prendre le relais de celui qui a fonctionné tant bien que mal de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 1970. Ce compromis devrait permettre un certain équilibre entre les exigences du marché en termes d'ajustement, de mobilité, de productivité et de compétitivité et, d'autre part, des droits forts en termes de protection et de sécurité sociales. Il faudrait sans doute attacher ces protections non pas à l'emploi mais à la personne du travailleur.

La flexisécurité est devenue une soupe où on trouve à peu près tout, ce qui empêche de la reprendre telle quelle. En revanche, le noyau du nouveau compromis social devrait être quelque chose de ce genre, à condition qu'il soit possible, ce qui n'est pas du tout évident compte tenu du rapport de force actuellement très défavorable aux travailleurs. Évidemment, on pourrait faire sauter le marché. Mais si l'on admet qu'il est devenu un élément central de la modernité, il faudrait essayer de faire qu'il ne soit pas hégémonique. Ce type de régulation

sociale, à partir du droit du travail, pourrait constituer le ciment d'un réformisme de gauche. Le problème c'est que c'est plutôt le réformisme de droite qui a le vent en poupe.

Gérard Mauger : Je termine par une question subsidiaire à ce propos : n'est-ce pas sacrifier à une forme d'économisme, doublée d'un certain pessimisme, que de parler de « contraintes de l'économie », implicitement assimilées à des contraintes « naturelles » ? Bourdieu disait que « ce que le monde social a fait, le monde social peut le défaire »...

Robert Castel : Il y a, me semble-t-il, un constat auquel il est difficile d'échapper, c'est le dynamisme extraordinaire du capitalisme. Est-ce tomber dans l'économisme que de constater la force de ce phénomène qui est mondial ? Ma lecture peut être jugée pessimiste. On peut aussi la considérer comme volontariste. Si on garde un grain d'utopie et de volontarisme politique, n'est-ce pas plutôt en disant : ce dynamisme est très fort mais il n'implique pas un déterminisme. Il n'est pas exclu que ce nouveau compromis dont j'ai parlé s'impose. Il n'a pas pour finalité de trouver une alternative complète au marché, mais des formes d'organisation du travail qui permettent la domestication du marché. On ne peut pas exclure que le scénario catastrophe puisse se réaliser compte tenu de la puissance du capitalisme financier international. Dans ce contexte, arriver à ce compromis ne traduit-il pas le maximum de volontarisme progressiste que l'on peut assumer de manière un peu réaliste dans la situation actuelle ? À défaut, c'est l'acceptation intégrale du marché comme force hégémonique qui s'imposera. Ou alors il faudrait faire la révolution, mais qui la fera ?

Propos recueillis par Louis Weber